

Les commissions de géographie rurale et de géographie du commerce du Centre National Français de Géographie (CNFG), et la commission « Agricultural Geography and Land Engineering » (AGLE) de l'Union Géographique Internationale (IGU/UGI) co-organisent les Journées Rurales 2020.

Montpellier, 3-5 juin 2020.

Appel à résumés pour des communications orales

Les relations villes – campagnes et l'enjeu alimentaire

Les échanges commerciaux ont historiquement structuré les relations villes-campagnes. Parmi eux, les produits alimentaires occupent une place centrale, les villes combinant depuis l'antiquité des approvisionnements de courtes et longues distances (Marin & Virloquet, 2003), entretenant souvent des rapports de domination sur les campagnes (Steel, 2008 ; Daviron et al., 2017). La période industrielle est marquée par l'exode rural, au Nord puis au Sud (Liu et al., 2010), et par une réorganisation des approvisionnements alimentaires (spécialisations régionales, marchés nationaux et exports), stimulant la différenciation régionale des gastronomies (de Planhol, 1988).

Depuis un siècle, cette figure de la campagne « ressource » pour la ville décline. Dans certaines régions du monde, la fin de l'exode rural, l'industrialisation de l'agriculture, l'urbanisation, ont favorisé la déconnexion entre des économies urbaines et alimentaires mondialisées. Les villes se sont étalées sur les campagnes (Sinclair, 1967). Les campagnes, dont l'accès est facilité par l'accroissement des mobilités domicile-travail, ont tissé d'autres relations avec les villes, autour des aménités résidentielles et du développement ludique et touristique (Perrier-Cornet, 2002). Les campagnes sont aussi appréciées par leur fonction de nature et la reconnaissance des services écosystémiques qu'elles rendent à la société urbaine (Kroll et al., 2012).

Plus récemment, l'enjeu alimentaire a fait son retour en ville, au Nord comme au Sud, porté notamment par un mouvement citoyen prônant des systèmes agricoles et alimentaires de proximité (Morgan & Soninno, 2010), en réponse aux crises ayant engendré des situations d'insécurité alimentaire et sanitaire (Heynen et al., 2012). Les prévisions démographiques, les migrations et le changement climatique renforcent cet enjeu alimentaire (Schmidhuber & Tubiello, 2007) et imposent un regard prospectif sur les questions de sécurité alimentaire et de résilience des territoires (HLPE, 2017). Ces questions ne concernent pas seulement les grandes métropoles, elles concernent aussi les villes moyennes et petites, les espaces ruraux et périurbains, au Sud (Chaléard & Dubresson, 1999) comme au Nord (Rymarsky & Thirion, 1997).

En considérant les relations villes-campagnes comme un champ de questions scientifiques et politiques (Berger & Chaléard, 2017 ; Mathieu, 2017 ; Westlund, 2018), les géographes peuvent apporter une contribution originale à l'enjeu alimentaire et nourricier. **L'enjeu**

alimentaire renouvelle-t-il les lectures géographiques des relations villes-campagnes ? Tel est l'enjeu du colloque. Assiste-t-on à l'émergence d'une nouvelle géographie alimentaire ? En quoi l'enjeu alimentaire renouvelle-t-il la géographie rurale et agricole, la géographie du commerce, ou encore celle de l'environnement ? Conduit-il à de nouvelles inter-territorialités entre villes et campagnes ?

Berger, M., Chaléard, J.L. (2017). *Villes et campagnes en relations, regards croisés Nord-Sud*. L'Harmattan, 299 p.

Chaléard, J. L., & Dubresson, A. (Eds.). (1999). *Villes et campagnes dans les pays du Sud: géographie des relations*. KARTHALA Editions.

De Planhol X. (1988). *Géographie historique de la France*. Fayard, Paris.

Heynen, N., Kurtz, H. E., & Trauger, A. (2012). Food justice, hunger and the city. *Geography Compass*, 6(5), 304-311.

HLPE (2017). *High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition*. FAO, Report, Nutrition and Food Systems, 12. <http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/reports/report-12-elaboration-process/en/>

Kroll, F., Müller, F., Haase, D., & Fohrer, N. (2012). Rural–urban gradient analysis of ecosystem services supply and demand dynamics. *Land use policy*, 29(3), 521-535.

Liu, Y., Liu, Y., Chen, Y., & Long, H. (2010). The process and driving forces of rural hollowing in China under rapid urbanization. *Journal of Geographical Sciences*, 20(6), 876-888.

Marin B., Virlovet C. (2003). *Nourrir les cités en Méditerranée – Antiquités – Temps modernes*, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Maison & Larose, Paris.

Mathieu N. (2017) *Les relations Villes Campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*. L'Harmattan, Paris.

Morgan, K., & Sonnino, R. (2010). The urban foodscape: world cities and the new food equation. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 3(2), 209-224.

Perrier-Cornet, P. (2002). *Repenser les campagnes*. Editions de l'Aube/DATAR.

Rymarsky, C., Thirion, M. C. (1997). *La faim cachée: l'aide alimentaire en France*, 81, ECLM.

Schmidhuber, J., & Tubiello, F. N. (2007). Global food security under climate change. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 104(50), 19703-19708.

Sinclair R. (1967). Von Thünen and urban sprawl. *Annals of the Association of American Geographers*, 57(1), 72-87.

Steel, C. (2013). *Hungry city: How food shapes our lives*. Random House.

Westlund, H. (2017). Urban-rural relations in the post-urban world. In *The Post-Urban World*. Routledge, pp. 70-81.

Thématiques du colloque

Des communications sont attendues sur cinq thématiques, chacune incluant des sessions.

Thématique A. Accès aux ressources foncières et naturelles nécessaires à la production alimentaire. Ces ressources sont convoitées par des usages urbains et par des usages agricoles à la fois alimentaires et non-alimentaires. Des communications sont donc attendues pour aborder le foncier, les sols et l'eau par le prisme des relations villes-campagnes, pour réinterroger les questions de régulation et d'arbitrage entre usages, avec un focus particulier sur **l'accès à ces ressources** pour des agricultures nourricières reconnectées au marché urbain. Il s'agira d'analyser comment le foncier, les sols et l'eau, ressources limitées et non renouvelables, sont convoités par des demandes antagonistes générant des **conflits d'usages** entre logements, zones d'activités économiques, infrastructures de transport, nourriture, matières premières, énergie et espaces de nature. Il s'agira aussi d'étudier comment se mettent en place des **politiques publiques** et des actions cohérentes, notamment en termes d'aménagement du territoire et de planification des usages du sol, susceptibles d'infléchir les scénarios d'usages de ces ressources en vue d'assurer la sécurité alimentaire.

Sessions A :

A1 Vers un foncier alimentaire. Partout dans le monde, les terres agricoles reculent face à l'urbanisation. Compte tenu de l'importance des terres agricoles pour la production alimentaire, les services éco-systémiques et l'adaptation au changement climatique, leur préservation est un défi. Cette session portera sur la gouvernance foncière, les initiatives et politiques qui modifient la gestion du foncier et du bâti agricoles, notamment face à l'enjeu d'urbanisation, en milieu périurbain et rural. La session permettra la comparaison d'études de cas de différentes régions du monde. Enfin, elle visera à identifier, caractériser et évaluer les innovations dans la gestion des terres et des bâtiments agricoles qui contribuent à la relocalisation et à la durabilité du système alimentaire.

A2 Vers un urbanisme commercial alimentaire ? Tensions et complémentarités entre commerce périphérique et foncier agricole. Le développement de la grande distribution a largement modifié les modes d'approvisionnement des ménages. En France par exemple, 70 % des dépenses alimentaires sont réalisées dans les supermarchés et les hypermarchés. Construites sous forme de « boîtes » commerciales à l'architecture peu qualitative, les grandes surfaces commerciales consomment de vastes surfaces, pour la vente, les parkings et aires de livraison. Cet urbanisme commercial, très gourmand en foncier, se développe généralement sur les terres agricoles situées à la périphérie des villes. Dans un contexte d'affirmation du développement durable, cette consommation foncière vient en contradiction les objectifs de préservation des ressources naturelles et nourricières, et génère des tensions et des contestations citoyennes. Dans ce cadre, la session souhaite ouvrir le débat sur les relations entre commerce périphérique et foncier agricole, en explorant notamment les tensions, les évolutions réglementaires, mais aussi les initiatives pour « réconcilier » ces thématiques, même si les résultats relèvent parfois autant du projet commercial « greenwashé » que de la préservation du foncier agricole.

A3 Gouvernance de l'eau et reconnexion alimentaire des territoires ruraux. Dans les espaces à forte orientation agricole les conflits pour l'usage et l'accès à l'eau sont nombreux. Réguler l'accès à cette ressource limitée questionne à la fois l'organisation des communautés locales, l'intervention des pouvoirs publics et les priorités de développement. La gouvernance de l'eau est fragile quand ni les acteurs locaux ni les pouvoirs publics n'arrivent à se mettre d'accord sur des priorités de gestion de la ressource. Cette session veut ouvrir un débat sur la territorialisation des politiques de l'eau et la question alimentaire dans des contextes où l'économie (agricole notamment) a été conçue pour satisfaire des marchés externes, entraînant un découplage dans les relations villes-campagnes.

A4 Autres propositions sur la thématique A.

Thématique B. Interactions spatiales entre villes et campagnes, entre espaces de production et espaces de consommation alimentaires.

Cette thématique explore les spatialités de l'alimentation qui se dessinent à travers les **géographies des flux** : circuits courts alimentaires reliant le rural et l'urbain, hub alimentaires locaux favorisant la proximité, réseaux d'échanges de produits entre consommateurs et producteurs agricoles, etc. Il s'agit aussi d'étudier en quoi la **géographie des migrations** influence les espaces d'approvisionnement, de production et les pratiques alimentaires, en mobilisant la géographie des diasporas, en s'intéressant aux dynamiques de marchés en lien avec les migrations de travailleurs agricoles, collecteurs et vendeurs de produits alimentaires, ou encore au retour à la terre et à l'espace rural des urbains souhaitant devenir agriculteurs ou entrepreneurs ruraux. Les approches par le **métabolisme urbain** éclaireront les flux de matières, l'empreinte spatiale des systèmes alimentaires, et ce que ces bilans nous apprennent sur l'évolution historique des relations des villes à leurs hinterlands ruraux.

Sessions B :

B1 Géographies de la relocalisation des approvisionnements alimentaires. Le concept de relocalisation de l'approvisionnement s'applique aussi bien à la production qu'à la consommation. Il s'oppose à la distanciation (à la fois spatiale, relationnelle...) induite par le système conventionnel globalisé. Des systèmes agroalimentaires alternatifs émergent depuis les années 80 et s'amplifient au point d'influencer le régime en place de la grande distribution. En effet, au-delà de la multiplication de petites initiatives de vente de producteurs ou d'artisans ne commercialisant que leur production, émergent des initiatives plus structurantes pour les filières constituées de nouveaux distributeurs initialement spécialisés en produits locaux. Cette session étudiera le lien entre les lieux de production et les nouvelles localisations (d') intermédiaires propres aux circuits courts. Il s'agira aussi de caractériser l'empreinte spatiale des flux d'approvisionnements alimentaires à différentes échelles, de celles du producteur ou du distributeur, aux échelles des initiatives et politiques alimentaires territoriales.

B2 Alimentation numérique au prisme des rapports ville campagne. Balbutiante il y a 5 ans encore, la distribution alimentaire connectée s'installe dans les pratiques. En France, elle représente aujourd'hui 6,6 % des achats du quotidien réalisés en ligne et un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros, en croissance de 11% par an. Cette émergence rapide dessine de nouvelles

grilles de lecture des rapports ville-campagne. Ainsi, les drives agricoles comme ceux du commerce indépendant ont-ils pris place dans le paysage urbain pour offrir aux usagers de la ville un accès facilité aux produits agricoles. L'analyse de ces initiatives ouvre un questionnement sur les motivations des producteurs, entre souhait et/ou besoin d'autonomisation par rapport à la grande distribution et désir de valoriser leurs productions, par les registres de la qualité ou du local. Via le numérique, des rapprochements s'opèrent aussi entre consommateurs, sur le principe de la vente entre particuliers, du troc et de l'échange. Dans une perspective plus géographique, la session aura pour objectif d'étudier en quoi ces démarches créent les conditions de nouvelles interactions spatiales où l'urbain s'envisage à la fois comme espace de consommation et interface entre des particuliers-consommateurs et d'autres mués en producteurs, selon des pratiques dont on ignore encore tout ou presque. Si on peut envisager qu'elles activent les considérations classiques qui régissent l'approvisionnement alimentaire (la proximité, l'accessibilité, la contrainte temps...), elles mobilisent peut-être aussi des ressorts différents suscités par le numérique.

B3 Flux de matières et initiatives de reconnexion agriculture, alimentation et territoire. La spécialisation des productions, tant à l'échelle des fermes que des territoires, va de pair avec une ouverture des cycles de matière qui a des conséquences négatives sur l'environnement, et place les producteurs dans des formes de dépendances. Le développement de systèmes de production diversifiés et autonomes, ainsi que la reconnexion territoriale de l'agriculture avec la consommation alimentaire apparaissent alors comme une nécessité pour des systèmes agri-alimentaires plus durables. La session illustrera cette notion de reconnexion territoriale du système agri-alimentaire en comparant des initiatives articulant l'approvisionnement alimentaire d'un territoire (les exploitations agricoles, avec leurs productions mais aussi leurs fournitures d'intrants), les types de circuits de commercialisation, la consommation alimentaire, et la gestion des déchets du territoire. Sont également attendues des contributions méthodologiques relevant du métabolisme territorial et de l'analyse spatiale des flux alimentaires.

B4 L'agriculture dans les interactions entre les villes et leur hinterland. Dans les contextes où les relations socio-économiques entre villes et campagnes sont fortement marquées par des échanges de produits agricoles, la question de l'adaptation des agricultures aux enjeux de la sécurité alimentaire est posée. Entre phases de déprise et de reprise foncière, d'intensification agricole ou de transition agro-écologique, de présence ou l'absence de l'Etat, les agriculteurs s'adaptent et innovent pour soutenir ou réorienter la production, en fonction de la demande urbaine. Cette session vise à décrire, à travers des travaux croisant enquêtes de terrain et analyse spatiale, comment de nouvelles formes de connexion entre agriculteurs et acteurs urbains s'opèrent, moyennant quelles reconfigurations des interdépendances entre villes et arrière-pays.

B5 Autres propositions sur la thématique B.

Thématique C. Inégalités spatiales et territoriales d'accès à l'alimentation. Cette thématique concerne les inégalités d'accès à l'alimentation et à l'agriculture de populations

vulnérables, touchées par le cycle pauvreté-malnutrition-maladie. Ces **inégalités d'accès** peuvent toucher des populations urbaines ou rurales, agricoles et non agricoles. Les géographes peuvent analyser ces inégalités alimentaires en les resituant dans les dynamiques urbaines spatialisées de gentrification et de ségrégation, et en les reliant aux dynamiques des systèmes agricoles concernés. Ils peuvent aussi caractériser et qualifier la diversité des **environnements ou paysages alimentaires** des habitants, en particulier ceux qui procurent un accès à l'alimentation saine par l'accès physique et économique à des commerces alimentaires, par l'autoconsommation à domicile ou à l'extérieur, ou par des pratiques d'auto-production et de récupération alimentaire (dons, cueillette, scavenging ...). L'inaccessibilité peut aussi provenir de la dévitalisation de bourgs ruraux ou de la relégation de quartiers urbains. Toutes ces approches ouvrent une réflexion sur les **inégalités territoriales** face à l'enjeu alimentaire, et sur le rôle particulier de l'agriculture face aux enjeux de justice alimentaire.

Sessions C :

C1 Quelle(s) place(s) des marchés en ville ? Les espaces d'accueil temporaire de marchands ambulants ont été autrefois des lieux essentiels de ravitaillement de la population jusqu'à l'essor de la grande distribution. L'arrivée de nouvelles formes de commerce, les changements familiaux mais aussi des modes de vie ont entraîné le déclin des marchés jusqu'à récemment. Depuis peu pourtant, les marchés connaissent un renouveau. Pour de nombreux citoyens, le marché semble retrouver une place privilégiée dans l'approvisionnement familial : par ses produits mais aussi par le moment qui y est consacré, il renvoie à la valeur du « bien-vivre ». Parallèlement, une partie de la population urbaine trouve aussi dans les lieux du commerce ambulant un accès à des produits typiques de certaines cultures alimentaires introuvables ailleurs, ou la proximité d'une offre abordable en denrées alimentaires de base pour des populations à faible revenu et/ou peu mobiles (non véhiculées, personnes âgées etc). Les communications attendues dans cette session interrogeront la diversité de ces dynamiques, les recompositions spatiales qu'elles impriment dans les formes urbaines et dans les liens urbain-rural.

C2 Justice sociale, justice spatiale et paysages alimentaires. Cette session abordera la justice alimentaire à partir de trois entrées. Une première entrée interrogera la façon dont s'opère l'accès aux produits alimentaires de première nécessité. Il s'agira de comprendre quels enjeux président aux politiques de soutien à ces produits alimentaires de première nécessité, l'aide alimentaire par exemple, et à quelles échelles. La définition des politiques de protection des produits se fait-elle avant tout pour répondre aux besoins de consommateurs urbains ou de producteurs ruraux ? Il s'agira de déterminer le rôle des acteurs publics, privés, et associatifs des villes et des campagnes, dans ces définitions et d'analyser les gouvernances alimentaires territoriales qui en découlent. Une deuxième entrée interrogera l'accès à l'alimentation de groupes sociaux désavantagés comme les femmes, les populations issues de l'immigration, ou les ouvriers agricoles, en tenant compte des spatialités propres à l'insertion de ces populations dans l'espace urbain et rural. Les communications attendues présenteront des études de cas montrant comment des initiatives visent à réduire les injustices sociales et spatiales dans l'accès à l'alimentation. Une troisième entrée s'appuiera sur une lecture socio-spatiale des paysages alimentaires, du double point de vue de la distribution spatiale de l'offre alimentaire et des

pratiques spatiales d'approvisionnement des consommateurs. Cette session ouvrira un débat sur les grilles de lecture urbain-rural qu'ouvre l'approche par la justice alimentaire.

C3 Autres propositions sur la thématique C.

Thème D. Mobilisations, actions publiques et gouvernances alimentaires territoriales. Les préoccupations récentes de relocalisation de l'alimentation font émerger des relations inédites entre **les acteurs des systèmes alimentaires territorialisés**. Des contributions sont attendues sur l'analyse du processus par lequel ces acteurs re-territorialisent une partie du système alimentaire, sachant qu'il s'agit d'une multiplicité d'acteurs intervenant à plusieurs échelles et dans plusieurs secteurs (privé, public, associatif). Implicitement, de **nouvelles formes de gouvernance territoriale** émergent, censées promouvoir des systèmes alimentaires plus durables. Cette gouvernance alimentaire est aussi un vecteur de recomposition de l'action publique locale. A ce titre, elle pourrait consolider les reconfigurations des systèmes d'acteurs locaux engagés dans l'action. C'est dans cette optique qu'il convient de replacer la question alimentaire en tant que **politique territoriale** dont l'objectif est de mettre en relation les différents acteurs qui composent la scène locale, agriculteurs, transformateurs, consommateurs, acteurs publics et associatifs.

Sessions D :

D1. Mobilisations citoyennes autour de l'alimentation. Les études de réseaux alternatifs ont montré la dynamique de relocalisation alimentaire qui se construit en opposition systémique au régime alimentaire basé sur l'agro-industrie. Pour autant, dans quelles mesures ces initiatives arrivent-elles à se déployer à des échelles significatives ? Jusqu'où sont-elles portées par le mouvement citoyen et appuyées par les gouvernements locaux ? A l'image de cet exemple, les communications attendues montreront comment ce « food movement » réussit ou pas à activer des réseaux alimentaires alternatifs, au bénéfice de quelles populations, et moyennant quel soutien public. Il s'agira d'ouvrir un débat sur l'approche géographique des réseaux alternatifs, leurs spatialités, et leurs dynamiques de territorialisation.

D2. Construire des territoires renforçant la suffisance et la résilience alimentaires. De nouveaux dispositifs articulant initiatives collectives et volonté politique s'expérimentent pour garantir la sécurité alimentaire et notamment améliorer la suffisance alimentaire des villes (ie. la quantité d'aliments produits localement qui est consommée localement). Dans le champ de l'aménagement urbain, des solutions pratiques sont testées pour améliorer la résilience écologique et sociale des espaces ouverts, en particulier ceux qui subissent l'étalement urbain, affectés par les processus d'abandon de l'agriculture et par la fragmentation territoriale. Des contributions sont attendues pour éclairer ces processus : analyse de la capacité productive des villes au regard des besoins alimentaires, en mobilisant la notion de bassin alimentaire ; analyse des structurations territoriales inter-filières en vue d'organiser l'offre de proximité ; stratégies d'anticipation des crises ou catastrophes renforçant la résilience du système alimentaire local ; mise au point de méthodologies urbanistiques en vue d'améliorer la résilience des zones métropolitaines dans une perspective d'autosuffisance alimentaire, par l'intégration de la recherche action et l'utilisation de systèmes d'information géographique.

D3. Autres sessions sur la thématique D.

Thème E. Les représentations de l'urbanité et de la ruralité recomposées par l'alimentation. L'enjeu alimentaire recompose aussi les valeurs associées aux espaces urbains et ruraux. La **géographie culturelle** de l'alimentation interroge les valeurs et représentations des lieux et des territoires, comme celles des aliments, des gastronomies et des terroirs. La relocalisation de l'alimentation brouille les frontières car, grâce à elle, la campagne s'urbanise en même temps que la ville connaît un retour de l'agriculture. Les acteurs politiques se saisissent aussi de cette mode alimentaire qu'ils intègrent au marketing territorialisé. Les contributions exploreront ces catégories territoriales face à l'enjeu d'une relocalisation alimentaire dans le contexte de la mondialisation.

Sessions E :

E1 Urbanités et ruralités du commerce alimentaire. Cette session interroge les catégories spatiales du rural, du périurbain et de l'urbain à l'aune du commerce alimentaire. En effet, les espaces marchands ont évolué ces dernières décennies, tant par l'apparition de nouvelles formes de commerce et de pratiques d'achats, que par la mobilité accrue des consommateurs. Les dynamiques du commerce alimentaire jouent aussi sur la médiatisation des débats concernant les modes de production agricole et leur durabilité, comme sur la construction des produits de terroir, donc des terroirs eux-mêmes. Des communications sont attendues sur le rôle des dynamiques commerciales dans la singularisation des différents types d'espaces dans lesquels le commerce alimentaire se déploie. Plus largement, il s'agit de voir en quoi ces dynamiques du commerce alimentaire participent à redéfinir les urbanités et les ruralités, les premières entendues comme espaces de mixité sociale et fonctionnelle visant à favoriser toutes les formes d'interaction, les secondes entendues comme rapports productifs à la nature, indissociables de rapports sociaux et culturels.

E2. Place du végétal comestible dans la ville. L'agriculture s'installe aujourd'hui dans la ville, au titre d'espaces de nature participant ainsi de son « reverdissement » au nom de la biodiversité, mais aussi pour ses fonctions sociales, nourricières, ou en soutien d'une économie locale. Les jardins collectifs sont une porte d'entrée pour accéder à la compréhension de cette sensibilité au fait alimentaire. Expression de multiples formes d'expériences citadines de l'agriculture, ces jardins potagers urbains constituent un champ d'observation des pratiques et des représentations individuelles et collectives de l'agriculture. Cette session aura pour objectif d'interroger la considération des citoyens pour le végétal comestible en ville. Les approches pourront porter sur une évaluation de leur sensibilité paysagère, et les tensions qui s'exercent entre les paysages fabriqués par les habitants en interaction avec leur milieu de vie, et les paysages conçus à l'échelle de la planification urbaine. Elles pourront aussi comparer les différentes formes de rapports sensibles au végétal urbain, qu'il soit comestible comme le jardin ou esthétique comme le parc urbain. Il s'agit d'ouvrir un débat sur les rapports entre ruralité et urbanité que les approches sensibles du végétal permettent d'interroger.

E3. L'élevage urbain. Moins étudié que le jardinage ou le maraichage urbain, l'élevage offre une autre facette de lecture des rapports urbain-rural réinterrogés par l'alimentation. Au Nord,

chassé des villes pour des motifs d'hygiénisme urbain, l'élevage est devenu une activité essentiellement rurale qui, depuis peu, fait son retour en ville. Que ce soit pour des fonctions d'alimentation ou de loisirs, l'élevage, ou plus souvent l'animal issu d'élevage (comme le cheval territorial), reprend place en ville où il assure une diversité de services. Dans beaucoup de villes du Sud, l'élevage n'a pas disparu des villes, où il reste une activité économique pourvoyeuse d'emplois et de nourriture. La régulation des activités d'élevage dans l'espace urbain reste un sujet sensible, non seulement pour des raisons d'hygiène, mais aussi pour des raisons culturelles et religieuses. Cette session ouvrira un débat sur l'urbanité et la ruralité des activités d'élevage en contexte urbain.

E4. Autres propositions sur la thématique E.

Modalités de réponse

Chaque contribution devra s'inscrire dans une thématique et une session. Pour répondre, vous devrez utiliser le modèle de résumé de deux pages disponible sur le site du colloque.

Critères de sélection des résumés : Contribution originale à la thématique du colloque ; Qualité scientifique du résumé : problématisation, méthode et résultats, mise en perspective ; Contribution à la géographie : empirique, épistémologique, théorique, méthodologique.

Les résumés devront être déposés sur le site au plus tard

le 31 janvier 2020

<https://journées.inrae.fr/jrm2020/Soumissions>